



FEVRIER 2021

LES CIVILS, GRANDS PERDANTS DES JEUX DE POUVOIR AU HAUT-KARABAKH



© CELESTINO ARCE / NURPHOTO - AFP

ECRIT PAR PAULINE LEPAIN



Pauline Lepain a d'abord suivi des études en Droit international et européen, avant de se tourner vers un Master 2 Géopolitique et Sécurité internationale à l'Institut Catholique de Paris. Passionnée par la défense et la promotion des droits humains, elle a rédigé un mémoire sur l'utilisation des violences sexuelles comme armes de guerre en temps de conflit et leur instrumentalisation comme stratégie politique. Elle est également directrice de la commission Droits humains au sein de Werra.

Les propos exprimés par l'auteurice n'engagent que sa responsabilité
© Tous droits réservés, Paris, Association Werra, Janvier 2021



INTRODUCTION

Territoire de 4 400 km², le Haut-Karabakh est peuplé de 150 000 habitants, dont la quasi-totalité est arménienne et chrétienne orthodoxe. Cette région disputée se trouve sur les terres azerbaïdjanaises, qui comptent 10 millions d’habitants à majorité musulmane chiite. En septembre 2020, une guerre a éclaté entre les séparatistes arméniens du Haut-Karabakh et l’Azerbaïdjan, devenant ainsi le troisième conflit armé du genre en trente ans. La compréhension de cette explosion des tensions géopolitiques mérite de retracer l’historique de ce conflit souvent réduit à de simples vellétés territoriales.

Le Caucase, région montagneuse d’Eurasie, attire depuis très longtemps la convoitise des grandes puissances, en particulier la Russie. Selon l’historienne Claire Mouradian, déjà au XVI^e siècle elle tentait de la conquérir, dans le double objectif de s’en servir comme d’un bouclier géographique et d’une porte d’entrée pour intensifier et élargir ses échanges avec le reste du continent¹. Suite à la révolution russe en 1917, l’Union des Républiques socialistes soviétiques (URSS) est créée, et compte notamment l’Arménie et l’Azerbaïdjan. Quatre ans plus tard, Joseph Staline décide pour des raisons essentiellement économiques de donner le Haut-Karabakh à son allié turcophone l’Azerbaïdjan, grand producteur de pétrole, mais également pour des raisons politiques : en divisant géographiquement les Arméniens, il les affaiblit et renforce son pouvoir territorial.

Région autonome, le Haut-Karabakh n’a jamais accepté son incorporation à l’Azerbaïdjan, et les confrontations commenceront dès 1988 : l’Azerbaïdjan entend préserver son intégrité territoriale, tandis que l’Arménie invoque le droit des peuples à l’autodétermination. On observe une escalade de la violence, et Erevan (capitale de l’Arménie) profitera de l’effacement de l’URSS, en 1991 pour proclamer son indépendance². Ce séparatisme populaire n’est pas toléré par l’Azerbaïdjan, qui déclenche le conflit militaire avec les forces du Haut-Karabakh puis avec l’armée arménienne, qui causera la mort de plus de 30 000 personnes et le déplacement de centaines de milliers d’habitants, majoritairement Azerbaïdjanais. Les séparatistes arméniens ressortent victorieux et prennent le contrôle du Haut-Karabakh ainsi que de la zone tampon frontalière avec l’Arménie, lui servant ainsi de protection. Suite au cessez-le-feu de 1994 et l’intervention du Conseil de sécurité de l’ONU, l’Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) crée le groupe de Minsk, coprésidé

¹ « L’Arménie au carrefour des empires », épisode 3 : Haut-Karabagh, aux origines du conflit, *France Culture*, 2 décembre 2020, [en ligne], consulté le 14 février 2020, URL : <https://www.franceculture.fr/emissions/le-cours-de-l-histoire/larmenie-au-carrefour-des-empires-34-haut-karabagh-aux-origines-du-conflit>

² Sergueï MARKEDONOV, « Du conflit interethnique à l’affrontement géopolitique. Haut-Karabakh, l’embrasement », *Le Monde diplomatique*, novembre 2020, [en ligne], consulté le 17 février 2020, URL : <https://www.monde-diplomatique.fr/2020/11/MARKEDONOV/62407>



par la France, les Etats-Unis et la Russie, dans la recherche d'une solution politico-diplomatique. Autoproclamé République d'Artsakh, le Haut-Karabakh n'a cependant jamais été reconnu par aucun pays, ni même l'Arménie³.

Cependant, les processus de paix échouent, et la guerre des Quatre jours a lieu en avril 2016, le *statu quo* trouvé vingt ans plus tôt volant en éclats. L'Arménie perd quelques centaines d'hectares de territoire, et les deux Etats refusent de trouver un compromis pacifique.

Les violations du cessez-le-feu se poursuivent, jusqu'au 27 septembre 2020, où des combats éclatent au sud du Haut-Karabakh. Cette troisième guerre de six semaines d'affrontements violents se solde par la signature d'un accord de paix le 9 novembre 2020, l'Arménie reconnaissant sa défaite face à l'Azerbaïdjan. Ainsi, les deux parties ont convenu la rétrocession de territoires à Bakou (capitale de l'Azerbaïdjan) ainsi que la reconnaissance des territoires conquis au cours des combats. Ce cessez-le-feu et cette défaite ont provoqué la colère de beaucoup d'Arméniens, qui s'est muée en manifestations à Erevan, les protestataires exigeant la démission du Premier ministre Nikol Pachinian. On a même pu observer de nombreux habitants des terres bientôt sous contrôle de l'Azerbaïdjan incendier leurs maisons plutôt que de les céder aux Azerbaïdjanais⁴. Le bilan final fait état du plus de 6 000 soldats morts des deux côtés, sans compter les innombrables déplacés, majoritairement arméniens.

Afin de faire respecter le cessez-le-feu, 2 000 soldats des forces de maintien de la paix russes ont été détachés au Haut-Karabakh. Le centre d'observation du cessez-le-feu a débuté sa mission le 30 janvier à Agdham (désormais contrôlé par l'Azerbaïdjan), et se compose de soldats russes ainsi que de soldats turcs, ces derniers opérant un appui purement technologique, donc à distance⁵.

Chaque partie accuse l'autre de violer les droits humains, aussi bien des populations civiles que des prisonniers de guerre. En réalité, chaque belligérant s'est rendu coupable en l'espèce de violations du Droit de la guerre, à l'instar des puissances qui ont ingéré dans ce conflit.

³ Anne BRIGAUDEAU, « Caucase : l'article à lire pour mieux comprendre le conflit dans le Haut-Karabakh », *France Info*, 17 octobre 2020, [en ligne], consulté le 16 février 2020, URL : https://www.francetvinfo.fr/monde/armenie/caucase-l-article-a-lire-pour-mieux-comprendre-le-conflit-dans-le-haut-karabakh_4138597.html

⁴ NC, « L'Arménie a perdu plus de 2 300 soldats au Haut-Karabakh », *Le Point International*, 14 novembre 2020, [en ligne], consulté le 14 février 2020, URL : https://www.lepoint.fr/monde/l-armenie-a-perdu-plus-de-2-300-soldats-au-haut-karabakh-14-11-2020-2401042_24.php

⁵ Anne ANDLAUER, « Haut-Karabakh : début de la mission d'observation du cessez-le-feu », RFI, 30 janvier 2021, [en ligne], consulté le 14 février 2020, URL : <https://www.rfi.fr/fr/europe/20210129-haut-karabakh-d%C3%A9but-de-la-mission-d-observation-du-cessez-le-feu>



CÉCILE MARIN

Source : <https://www.monde-diplomatique.fr/2020/11/MARKEDONOV/62407>



DES VIOLATIONS DES DROITS HUMAINS DANS CHAQUE CAMP

Le Droit de la guerre et le Droit international humanitaire bafoués

En janvier 2021, un rapport de l'ONG *Amnesty International* recensait des violations du Droit international humanitaire commises par l'Arménie comme l'Azerbaïdjan. Cette enquête de terrain détaille dix-huit frappes ayant tué de nombreux civils, suite à « l'usage répété par les forces arméniennes et azerbaïdjanaises d'armes d'une imprécision notoire, utilisées sans discernement, notamment des armes à sous-munitions et des armes explosives à large rayon d'impact dans des zones civiles à forte densité de population »⁶. Les bombes à sous-munitions contiennent des sous-munitions, c'est-à-dire des projectiles explosifs, qui ont pour particularité d'être imprécises et de toucher inévitablement de très nombreuses victimes civiles. Sans compter qu'en moyenne 20% de ces sous-munitions n'explorent pas lors des impacts aux sols, les transformant ainsi en véritables champs de mines anti-personnel, prolongeant la menace sécuritaire pendant des années après les conflits. Bien que les deux Etats ne soient pas parties à la Convention sur les armes à sous-munitions adoptée en 2008 (exigeant leur élimination et l'interdiction de leur usage), *Human Rights Watch* a rappelé que « toutes les parties au conflit sont tenues de respecter les conventions de Genève, et les principes fondamentaux du Droit international humanitaire, qui oblige les forces armées à faire la distinction à tout moment entre les combattants et les civils, et entre les biens militaires et civils. Il est également interdit de mener des attaques indiscriminées, ou des attaques qui causent des dommages civils excessifs à l'avantage militaire concret attendu »⁷. On dénombre au total au moins 146 civils morts, ce nombre ayant été considérablement réduit grâce à l'anticipation de la population qui a majoritairement fui ou s'est abritée dans des sous-sols. Les frappes arméniennes ont notamment touché les villes de Ganja et Barda, ainsi que le village de Qarayusuffi en Azerbaïdjan, tandis que les attaques menées par les forces azerbaïdjanaises ont visé entre autres la « capitale » du Haut-Karabakh Stepanakert, Martuni et Martakert.

⁶ NC, « Azerbaïdjan / Arménie. De nombreux civils tués par l'usage inconsidéré d'armements dans le conflit au Haut-Karabakh », *Amnesty International*, 14 janvier 2021, [en ligne], consulté le 15 février 2020, URL : https://www.amnesty.fr/presse/azerbadjanarmnie-de-nombreux-civils-tus-par-lusage?gclid=Cj0KCQiA1KiBBhCcARIsAPWqoSogsXjNUlmGjpw9xNI8EKmqJ9KdJMFqJrSx_d7CfFBTd-ctVPf4VCUaAiyTEALw_wcB

⁷ NC, « Arménie : Des armes à sous-munitions ont tué des civils en Azerbaïdjan », *Human Rights Watch*, 30 octobre 2020, [en ligne], consulté le 15 février 2020, URL : <https://www.hrw.org/fr/news/2020/10/30/armenie-des-armes-sous-munitions-ont-tue-des-civils-en-azerbaïdjan>



Les prisonniers de guerre seraient eux aussi victimes de traitements contraires aux engagements pris par les Etats impliqués dans le conflit du Haut-Karabakh. Un groupe d'experts indépendants de l'ONU a appelé à la libération rapide des prisonniers de guerre et des civils captifs par les deux belligérants, ainsi qu'à la restitution des dépouilles des soldats tués lors des affrontements. Bien que l'Arménie et l'Azerbaïdjan ont commencé à s'échanger des prisonniers et des corps, les experts se disent alarmés « par les allégations selon lesquelles des prisonniers de guerre et d'autres personnes protégées auraient été victimes d'exécutions extrajudiciaires, de disparitions forcées, de torture et de mauvais traitements » ainsi que « par les actes signalés de mauvais traitements et de profanation de cadavres »⁸. De nombreuses vidéos circulant sur les réseaux sociaux (telles que des chaînes Telegram) corroborent ces allégations, en montrant notamment des soldats arméniens violemment molestés et humiliés par leurs homologues azerbaïdjanais⁹.

Le recours à des mercenaires étrangers

Dès le lendemain du début du conflit au Haut-Karabakh, le journal *The Guardian* prévenait que la Turquie, via des sociétés de sécurité privées, recrutait des combattants rebelles syriens pour lutter auprès des forces armées azerbaïdjanaises face aux soldats arméniens. Plutôt que d'appeler à la désescalade des tensions, le président turc, Recep Tayyip Erdoğan, twittait : « Le peuple turc est aux côtés de ses frères azéris avec tous nos moyens, comme toujours »¹⁰.

Cet envoi de mercenaires syriens, démenti par la Turquie et l'Azerbaïdjan, est corroboré par de nombreux témoignages, vidéos et enquêtes sur le terrain¹¹. Certains observateurs accusent la Turquie de s'être servi du terrorisme islamiste comme moyen d'action, et d'avoir envoyé des djihadistes syriens combattre les Arméniens au Haut-Karabakh afin d'attiser les rivalités religieuses, alors que le conflit opposant Arméniens et Azerbaïdjanais provient avant tout de considérations nationalistes. En effet, les

⁸ NC, « Haut-Karabakh : des experts de l'ONU réclament la libération rapide des captifs », *ONU Info*, 1^{er} février 2021, [en ligne], consulté le 17 février 2020, URL : <https://news.un.org/fr/story/2021/02/1088232#:~:text=Le%20conflit%20du%20Haut%2DKarabakh,personnes%20sont%20toujours%20port%C3%A9es%20disparues.&text=De%20nombreux%20rapports%20font%20%C3%A9tat,et%20de%20profanation%20de%20cadavres>

⁹ NC, « Azerbaïdjan : Des prisonniers de guerre arméniens ont été sévèrement maltraités », *Human Rights Watch*, 2 décembre 2020, [en ligne], consulté le 17 février 2020, URL : <https://www.hrw.org/fr/news/2020/12/02/azerbaïdjan-des-prisonniers-de-guerre-armeniens-ont-ete-severement-maltraites>

¹⁰ Bethan McKernan, « Syrian rebel fighters prepare to deploy to Azerbaijan in sign of Turkey's ambition », *The Guardian*, 28 septembre 2020, [en ligne], consulté le 17 février 2020, URL : <https://www.theguardian.com/world/2020/sep/28/syrian-rebel-fighters-prepare-to-deploy-to-azerbaijan-in-sign-of-turkeys-ambition>

¹¹ Fatma BEN HAMAD, « Des vidéos documentent la présence de mercenaires syriens dans le conflit du Haut-Karabakh », *France 24*, 20 octobre 2020, [en ligne], consulté le 17 février 2020, URL : <https://observers.france24.com/fr/20201020-videos-document-presence-mercenaires-syriens-conflit-haut-karabakh>



djihadistes (notamment de l'Etat islamique en Syrie et en Irak) sont sunnites, il semble donc très peu probable d'un point de vue idéologique qu'ils acceptent de soutenir l'Azerbaïdjan, à majorité chiite, ni même la Turquie. Il apparaît donc que les combattants syriens enrôlés par cette dernière au profit de l'Azerbaïdjan soient surtout des personnes en situation de grande précarité, dont la misère sociale et financière est un terreau fertile pour le mercenariat. Selon Elizabeth Tsurkov, membre du *Center for Global Policy* à Washington, « la communauté internationale considère que la vie des Syriens est épuisable, la Syrie servant d'arène pour régler les comptes géostratégiques et faire avancer les intérêts des pays intervenant dans le pays, aux frais des Syriens. (...) Les Syriens ont résisté et résistent toujours à cette logique, mais la ruine économique résultant de la guerre et la récente dépréciation de la monnaie syrienne font que la plupart des Syriens ont maintenant du mal à se nourrir. Devant peu de choix, beaucoup sont désormais prêts à se vendre au plus offrant »¹². Wassim Nasr, journaliste, affirme quant à lui que ces combattants syriens sont bien des mercenaires, et non des djihadistes : « des djihadistes ne combattraient jamais sous la bannière turque, ni aux côtés des Azéris. Les djihadistes ont d'ailleurs fermement condamné l'engagement des miliciens en Azerbaïdjan, en accusant ces derniers d'abandonner le combat en Syrie. Ces hommes ont été recrutés sur la base du volontariat au sein de l'Armée nationale syrienne, qui n'est qu'une sorte de cadre unificateur de plusieurs factions rebelles syriennes aujourd'hui totalement dépendantes d'Ankara »¹³.

Cette couche supplémentaire de protagonistes fait craindre une professionnalisation et complexification du conflit, favorisant l'instabilité déjà bien ancrée dans la région. Cette dernière profite à la Turquie, puisque l'immobilisme qui régnait grâce au *statu quo* alimenté par la communauté internationale bénéficiait à l'Arménie en lui permettant de se développer. L'opposition drastique entre les deux Etats date du génocide des Arméniens perpétré par la Turquie en 1915, qu'elle n'a d'ailleurs jamais reconnu. Ainsi, la sécession du Haut-Karabakh symbolise la présence des Arméniens sur le sol du territoire ami, l'Azerbaïdjan¹⁴.

De son côté, l'Azerbaïdjan accuse également l'Arménie de recourir à des expatriés arméniens venant notamment du Liban, mais ces accusations n'ont pas encore été corroborées.

¹² Bethan McKernan, "Syrian rebel fighters prepare to deploy to Azerbaijan in sign of Turkey's ambition", *The Guardian*, 28 septembre 2020, [en ligne], consulté le 17 février 2020, URL : <https://www.theguardian.com/world/2020/sep/28/syrian-rebel-fighters-prepare-to-deploy-to-azerbaijan-in-sign-of-turkeys-ambition>

¹³ NC, « Haut-Karabakh : des mercenaires syriens, soutenus par la Turquie, épaulent l'Azerbaïdjan », France 24, 2 octobre 2020, [en ligne], consulté le 15 février 2020, URL : <https://www.france24.com/fr/20201002-haut-karabakh-des-mercenaires-syriens-soutenus-par-la-turquie-%C3%A9paulent-l-azerba%C3%AFdjan>

¹⁴ Antonio MUNOZ, « Au Karabakh, Ankara se sert du terrorisme islamiste comme moyen d'action », Arab News, 12 octobre 2020, [en ligne], consulté le 17 février 2020, URL : <https://www.arabnews.fr/node/22141/monde-arabe>



Des enjeux géopolitiques et sécuritaires de taille

La Turquie avait en effet beaucoup à gagner en s'impliquant dans le conflit du Haut-Karabakh : elle qui souhaite augmenter son poids sur la scène internationale, participer à la résolution du conflit et s'assurer de la victoire de l'Azerbaïdjan lui donnait un rôle géopolitique d'importance en l'espèce. Selon Taline Ter Minassian, spécialiste des Etats post-soviétiques et enseignante à l'Institut national des langues et civilisations orientales (Inalco), « le resserrement (...) des liens (...) entre la Turquie et l'Azerbaïdjan est à mettre au crédit des récentes visées expansionnistes du président Erdoğan, qui, sur tous les fronts, de la Syrie à la Libye, semble poursuivre les chimères du défunt Empire ottoman »¹⁵. En plus de la Syrie et de la Libye, Ankara est impliquée en Méditerranée orientale autour de forages d'hydrocarbures, alors qu'Athènes revendique son droit d'exploitation des ressources naturelles autour des îles situées à proximité des côtes turques. Françoise Ardiller-Carras, professeure de géographie et spécialiste de l'Arménie, identifie le conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan au sujet du Haut-Karabakh comme « un antagonisme des peuples plus qu'un antagonisme religieux. (...) Le verrou arménien est situé au cœur de la diagonale turcophone, et c'est ça qui met le feu aux poudres. C'est un territoire étranger à la turcophonie et à l'idéologie panturquiste, et il est malheureusement mal placé : il y a une rupture dans la continuité territoriale du monde turc, qui part d'Istanbul et s'étend jusqu'aux territoires ouïghours ».

Bien qu'elle soit liée à l'Arménie par l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC)¹⁶, la Russie est quant à elle restée prudente en évitant soigneusement de se positionner clairement pour une partie au conflit. En effet, bien que Moscou soit plus proche de l'Arménie que de l'Azerbaïdjan, elle a opéré un rapprochement avec ce dernier et vend des armes aux deux Etats. En prenant la main sur les négociations, la Russie a permis à l'Arménie de ne pas perdre l'entièreté des territoires qu'elle occupait au Haut-Karabakh, notamment pour éviter que l'alliance au sein de l'OTSC paraisse affaiblie. En installant ses forces de maintien de la paix au Haut-Karabakh pour cinq ans, elle rend les deux protagonistes au conflit plus dépendants d'elle qu'auparavant, et les éloigne de l'OTAN et des puissances occidentales¹⁷. De plus, en évinçant la Turquie de l'accord de paix signé le 9 novembre 2020 par les belligérants, elle a réduit le bénéfice géopolitique pour Ankara, qui même si elle a renforcé

¹⁵ Anne BRIGAUDEAU, « Caucase : l'article à lire pour mieux comprendre le conflit dans le Haut-Karabakh », *France Info*, 17 octobre 2020, [en ligne], consulté le 16 février 2020, URL : https://www.francetvinfo.fr/monde/armenie/caucase-l-article-a-lire-pour-mieux-comprendre-le-conflit-dans-le-haut-karabakh_4138597.html

¹⁶ Traité de défense mutuelle créé en 2002 comprenant l'Arménie, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, la Russie et le Tadjikistan

¹⁷ Pierre-Emmanuel THOMANN, « Bilan géopolitique du conflit au Haut-Karabagh : le grand jeu des puissances », *ISSEP*, 4 décembre 2020, [en ligne], consulté le 16 février 2020, URL : <https://www.issep.fr/bilan-geopolitique-du-conflit-au-haut-karabagh-le-grand-jeu-des-puissances/>



son influence au Caucase, n'a pas pu imposer de forces d'interposition au Haut-Karabakh¹⁸.

L'enjeu sécuritaire majeur avec cette troisième guerre reste le sort des centaines de milliers de personnes déplacées. D'une part il y a les 800 000 Azerbaïdjanais déplacés au début des années 1990 lorsque les séparatistes arméniens ont pris le contrôle du Haut-Karabakh. La plupart espère retourner chez eux, dans les foyers qu'ils ont dû abandonner pour fuir. Cependant par exemple Agdham, ville auparavant de 25 000 habitants, est désormais fantomatique, avec la majorité des bâtiments et habitations en ruine. Zangilan quant à elle a été le théâtre d'affrontements armés. Cette ville se situant à proximité de la frontière arménienne est jonchée de munitions explosives au sol, et nécessite un déminage long et minutieux avant de pouvoir être de nouveau habitable. Cette problématique se pose dans toutes les zones où les combats ont fait rage, et pose un problème sécuritaire de longue durée. Toutefois, certains Arméniens ont refusé de fuir le Haut-Karabakh, ce qui pose la question de la possibilité d'une cohabitation pacifique... Le ministre de la Culture azerbaïdjanais, Anar Karimov, évoquait le problème à la suite de la victoire de son pays : « On ne peut pas trouver une solution durable à ce conflit si on ne peut pas vivre ensemble. Notre but n'est pas de 'nettoyer ethniquement' les Arméniens. On n'oublie pas tout ce qu'ils ont fait, mais nous sommes ouverts à la réconciliation des deux communautés. On n'a pas le choix »¹⁹. L'avenir nous renseignera sur le degré d'intensité de cette réconciliation communautaire.

Lors de la première guerre dans les années 1990, 400 000 Arméniens avaient fui leurs terres. Suite au conflit de fin 2020, plus de 100 000 Arméniens du Haut-Karabakh ont fui, majoritairement en Arménie, certains en Russie. 50 000 d'entre eux ont pu rentrer dans les territoires désormais sous le joug de l'Azerbaïdjan. Les déplacés font non seulement face au choc des événements récents, mais pour la plupart également à la perte d'au moins un proche. Beaucoup de familles ont perdu l'unique ou la principale source de revenus financiers leur permettant de vivre, et n'ont pas de perspectives d'avenir. L'hôtel de luxe de Tsakhkadzor, d'ordinaire prisé par les bourgeoisies russes et arméniennes en vacances dans la station de ski arménienne, a d'abord été reconverti en centre de quarantaine à cause de la pandémie de Covid-19, pour finalement accueillir plus de 350 déplacés arméniens du Haut-Karabakh, principalement des femmes, des enfants, des blessés de guerre et des personnes âgées²⁰. L'Arménie, en proie à une crise politique suite à sa défaite contre l'Azerbaïdjan, encourage les réfugiés

¹⁸ *Ib. Idem*

¹⁹ Valérie CROVA, « Dans le Haut-Karabakh, la question du retour des Azerbaïdjanais », France Inter, 3 février 2021, consulté le 16 février 2020, URL : <https://www.franceinter.fr/emissions/le-zoom-de-la-redaction/le-zoom-de-la-redaction-03-fevrier-2021>

²⁰ Simon MAUVIEUX, « En Arménie, le désespoir des déplacés du Karabakh », *Le Média*, 6 février 2021, [en ligne], consulté le 17 février 2020, URL : <https://www.lemediatv.fr/articles/2021/en-armenie-le-desespoir-des-deplaces-du-karabakh-J2Kr9h-PSxKu9ljSRkLNwQ>



du Haut-Karabakh à y retourner, en organisant notamment des départs en bus chaque jour. Cependant, pour ceux qui ont perdu leur habitation à cause des bombardements ou des incendies, les perspectives d'avenir sur place sont difficilement envisageables²¹.

Malgré ses bonnes relations diplomatiques et commerciales²² avec l'Arménie, l'Iran est passé d'un soutien timide à un revirement explicite : il a fini par soutenir l'Azerbaïdjan, plus proche de lui religieusement parlant, mais allié proche d'Israël. Cette prise de position se base notamment sur des considérations de préservation territoriale : l'Iran compte entre 15 et 30 millions d'Azéris turcophones, une partie d'entre eux faisant partie d'un groupe ethnique azerbaïdjanais aux inspirations séparatistes, vivant dans les provinces nord-ouest du pays (Erdebil, Azerbaïdjan oriental et Azerbaïdjan occidental)²³.

Israël, qui fut l'un des premiers pays à avoir reconnu l'indépendance de l'Azerbaïdjan, a quant à lui choisit le même camp que l'Iran et la Turquie, toujours pour des raisons économiques et géopolitiques. L'Azerbaïdjan fournissant 40% de son pétrole à l'Etat israélien, ce dernier fournit en échange des armes, et notamment des drones, qui ont joué un rôle crucial dans la victoire de Bakou, en lui fournissant un avantage technologique. Cet approvisionnement pétrolier n'est pas négligeable lorsque l'on voit les récents événements ayant secoué la Méditerranée orientale. Sans compter l'intérêt pour les renseignements israéliens, qui pourraient profiter de la longue frontière que partagent l'Azerbaïdjan et l'Iran²⁴. Malgré ses dissensions de taille avec la Turquie, qui soutient ouvertement la cause palestinienne et dénonce de manière virulente les violations des droits humains commises par Israël à l'encontre des Palestiniens, Israël a fait le choix de prioriser l'économie à l'idéologie.

²¹ Anastasia BECCHIO et Julien BOILEAU, « Les réfugiés du Haut-Karabakh coincés à Erevan sans perspective », RFI, 7 décembre 2020, [en ligne], consulté le 18 février 2020, URL : <https://www.rfi.fr/europe/20201207-les-r%C3%A9fugi%C3%A9s-du-haut-karabakh-coinc%C3%A9s-%C3%A0-erevan-sans-perspective>

²² L'Arménie fournissant de l'électricité à l'Ira, l'Iran fournissant du gaz à l'Arménie

²³ Alda ENGOIAN, « L'Iran fragilisé par l'accords sur le Haut-Karabakh », Courrier international, 23 novembre 2020, [en ligne], consulté le 18 février 2020, URL : <https://www.courrierinternational.com/article/geopolitique-liran-fragilise-par-laccord-sur-le-haut-karabakh>

²⁴ L-L DAO, T. Werkmeister et J-P TARANI, « Haut-Karabakh : Israël fournit bien des drones à l'Azerbaïdjan pour frapper des cibles arméniennes », France TV Info, 17 octobre 2020, [en ligne], consulté le 18 février 2020, URL : https://www.francetvinfo.fr/monde/israel/video-haut-karabakh-israel-fournit-bien-des-drones-a-lazerbaïdjan-pour-frapper-des-cibles-armeniennes_4144151.html



CONCLUSION

Réduite à tort à un conflit religieux, la troisième guerre ayant opposé l'Azerbaïdjan aux forces séparatistes arméniennes du Haut-Karabakh a plus à voir avec le nationalisme que la religion. Lieu de jeux de pouvoir et d'influences entre les puissances voisines, les civils arméniens et azerbaïdjanais sont les premiers à pâtir de des affrontements armés. Des dizaines de milliers de personnes, majoritairement arméniennes mais également azerbaïdjanaises, ont dû fuir leurs habitations pour échapper aux frappes indiscriminées et utilisant des armes d'une imprécision notoire, dont se sont rendues coupables les deux parties. Si certaines ont pu revenir dans la province séparatiste désormais sous le contrôle de Bakou, beaucoup ont perdu leurs maisons et les membres piliers économiques de leurs familles, et ne peuvent plus se projeter au Haut-Karabakh. La cohabitation s'annonce par ailleurs difficile, les rancœurs et motifs de méfiance s'étant multipliés ces trente dernières années.

Le 5 janvier 2020, le président azerbaïdjanais, Ilham Aliyev, a proclamé la ville de Choucha, cité historique surplombant le Haut-Karabakh, capitale culturelle de l'Azerbaïdjan. Ce dernier estime que les Arméniens ont usurpé la culture du Haut-Karabakh, et entame ainsi une déculturation du patrimoine culturel arménien. Ainsi, l'on dénombre 1 456 monuments historiques et culturels essentiellement arméniens restés sous le contrôle azerbaïdjanais²⁵. Très tôt d'ailleurs, les forces azerbaïdjanaises ont renommé les villes du Haut-Karabakh de l'arménien vers l'azerbaïdjanais, tentative d'effacer la présence arménienne, ce qui pose question sur une cohabitation pacifique.

Les nationaux ne sont pas les seuls à avoir été impliqués dans ce conflit : des mercenaires syriens ont été recrutés pour participer aux combats aux cotés des soldats azerbaïdjanais, la Turquie ayant saisi l'opportunité que la misère et la pandémie de Covid-19 lui offrait. A cause des conditions précaires et sanitaires en Syrie, beaucoup de jeunes hommes sont désespérés au point de combattre à la solde de la Turquie pour une nation qui n'est pas la leur. C'est donc l'appât du gain et l'espoir d'une rémunération décente qui motive principalement ces combattants supplétifs.

L'avenir semble incertain et défavorable pour les déplacés arméniens du Haut-Karabakh, qui malgré leur situation humanitaire urgente, ne sont pas considérés comme des réfugiés en Arménie, pays dont ils ont la nationalité. Cette dernière leur a offert un traitement d'urgence de circonstance, mais ne pour pas les traiter comme des réfugiés politiques *ad vitam aeternam*.

²⁵ Alda ENGOIAN, « Haut-Karabakh : 1456 monuments arméniens passés sous le contrôle de l'Azerbaïdjan », *Courrier International*, 27 janvier 2021, [en ligne], consulté le 16 février 2020, URL : <https://www.courrierinternational.com/article/patrimoine-haut-karabakh-1-456-monuments-armeniens-passes-sous-le-controle-de-lazerbaïdjan>